



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

mariage

Question au Gouvernement n° 771

Texte de la question

POLITIQUE INTÉRIEURE

M. le président. La parole est à M. Philippe Cochet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Philippe Cochet. Monsieur le président, les propos du Premier ministre et du ministre qui vient de s'exprimer sont lamentables. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous êtes responsables d'une faillite morale, économique et politique : faites donc preuve d'un peu de retenue et ne nous donnez pas de leçon de morale ! (*Mêmes mouvements. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, comment pouvez-vous encore vous regarder dans une glace ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Plusieurs députés du groupe SRC se lèvent ; vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. M. Cochet, faisons attention aux mots que nous employons !

M. Philippe Cochet. Avec votre gouvernement, il vaut mieux être clandestin, dealer, caïd dans les quartiers, casseur à Notre-Dame-des-Landes, voleur, prisonnier en cavale ou exilé fiscal plutôt que manifestant contre le mariage pour tous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Placer en garde à vue 67 manifestants pacifiques réunis à proximité de l'Assemblée nationale permet à votre ministre de l'intérieur de donner un coup de menton alors qu'il échoue lamentablement dans sa mission de protection des honnêtes gens.

Alors que notre société est profondément fracturée, vous auriez dû faire un geste d'apaisement. Mais vous préférez nier le droit des parlementaires et du peuple en essayant de passer en force, parce que la panique gagne le plus haut sommet de l'État.

Tout cela risque de tourner mal et vous en serez le seul responsable. Vous ne comprenez plus le peuple de France. Vous et vos ministres, sortez de vos palais ! Allez à la rencontre des Français, sans emprunter une porte dérobée. Vous avez peur car, au fond de vous, vous savez bien que la politique que vous menez n'est pas à la hauteur de la situation.

Alors, monsieur le Premier ministre, faites enfin deux choses utiles pour la France : retirez ce texte et ensuite, démissionnez ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur Cochet, vos propos outranciers sont malheureusement la démonstration du climat que vous essayez d'instaurer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRD.*) Face à cette outrage, à ces insultes, à la manière dont vous traitez le gouvernement de la France - car il s'agit du gouvernement de la France (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*) - je vous dirai deux choses, très simples.

Premièrement, le Président de la République a pris un engagement devant les Français, celui du mariage pour tous. Le vote du peuple sera respecté. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD.*)

Deuxièmement, les sénateurs ont adopté " conforme " l'article premier du projet de loi, qui instaure le mariage pour tous et l'adoption.

M. Alain Chrétien. À six voix près !

M. Manuel Valls, *ministre*. Le Parlement est légitime.

Monsieur le député, comme l'a rappelé Mme Mazetier, un certain nombre de parlementaires reçoivent des menaces *via* les réseaux sociaux et Internet ; les hommes et les femmes de votre camp, qui ont osé braver vos consignes indignes, sont menacés directement. C'est, dans la République, un fait intolérable. Enfin, parmi les manifestants, des groupes extrémistes de droite - Identitaires, GUD -, que je ne vous ai jamais entendu dénoncer, s'en prennent aux forces de l'ordre et menacent directement la République. Cela, nous ne le tolérons pas ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Monsieur le député, je suis cohérent, le Premier ministre est cohérent, ce gouvernement est cohérent. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Claude Goasguen. Certainement pas !

M. Manuel Valls, *ministre*. Nous n'accepterons jamais la violence dans la rue, nous n'accepterons jamais que des personnes défient les lois de la République. Tout parlementaire, tout républicain, se doit d'être à nos côtés pour défendre les institutions, la République, la loi et le choix des parlementaires ! (*Les députés des groupes SRC, écologiste et RRDP se lèvent et applaudissent ; applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Cochet](#)

Circonscription : Rhône (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 771

Rubrique : Famille

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 avril 2013](#)